

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 22 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THYSSENKRUPP MATERIALS PROCESSING EUROPE (FRANCE) SAS

8 RUE DE LA FERME ST LADRE

95470 FOSSES

Références : UD95 – 2024 – 170
Code AIOT : 0100037614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement THYSSENKRUPP MATERIALS PROCESSING EUROPE (FRANCE) SAS implanté 8 RUE DE LA FERME ST LADRE 95470 FOSSES. L'inspection a été annoncée le 17/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THYSSENKRUPP MATERIALS PROCESSING EUROPE (FRANCE) SAS
- 8 RUE DE LA FERME ST LADRE 95470 FOSSES
- Code AIOT : 0100037614
- Régime : Déclaration avec contrôle

Le groupe Thyssenkrupp est un groupe allemand producteur d'acier comprenant plusieurs divisions. La société Thyssenkrupp Materials Processing Europe France appartient à ce groupe et est le centre de service pour le marché français. Les activités industrielles réalisées sur le site de Fosses consistent à la découpe de bobines. L'usine comprend 2 lignes de refendage. La société compte 40 employés. Le site est ouvert en journée, 5 jours sur 7.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article L. 512-8	Sans objet
4	Etat des stocks et plan des stockages	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Sans objet
5	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.1.3 et 5.1.4	Sans objet
6	Rejets atmosphériques – captage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.1	Sans objet
7	Mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 8.1 et 8.4	Sans objet
9	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
10	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
11	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
12	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
13	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
14	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
15	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Sans objet
16	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
17	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Classement du site
Prescription contrôlée : Classement du site : 1414 – 3 (DC) 2560 – 2 (DC)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que son activité principale relevant de la nomenclature ICPE et présente sur le site est le travail des métaux avec les deux lignes de refendage. Selon les éléments de l'exploitant, la puissance électrique maximale arrivant sur le site est de 380 kW, confirmant le régime de déclaration au titre de la rubrique 2560. L'exploitant a indiqué qu'il exerce toujours une activité de remplissage de gaz pour ses chariots élévateurs (installation vue lors de l'inspection). Il a fait une déclaration de cessation en raison du changement d'exploitant récent (modification d'entité au sein de Thyssenkrupp) suite à des échanges avec la préfecture du Val d'Oise. Il y a eu sûrement une incompréhension dans les échanges entre la préfecture et l'exploitant. L'inspection propose par conséquent de considérer que la cessation d'activité de la rubrique 1414 est annulée. Enfin, lors de l'inspection, il a été constaté que la puissance thermique de la chaufferie du site est de moins de 400 kW, donc non classée au titre de la rubrique 2910.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique ICPE
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une inspection par l'organisme de contrôle agréé DEKRA a été réalisé du 18 au 23 septembre 2023. Ce contrôle portait sur les deux rubriques à déclaration avec contrôle du site. L'exploitant a présenté la facture de Dekra du 31 octobre 2023, montrant que le contrôle a été réalisé. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport, ni le rapport d'un contrôle précédent. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 1.1.2 de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle périodique de ses installations à déclaration avec contrôle. L'exploitant devra transmettre les rapports de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un contrôle des installations électriques de la société APAVE du 23 août 2023 faisant état de 19 observations dont 13 récurrentes. L'exploitant a indiqué que des observations ont été levées en interne mais ne dispose pas d'éléments confirmant ces levées d'observation. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 2.7 de l'arrêté du 27 juillet 2015, l'exploitant ne dispose pas des éléments démontrant que les installations électriques sont correctement maintenues. L'exploitant devra présenter un plan de suivi des observations relevées lors du contrôle électrique de l'APAVE. L'inspection note que les moteurs à courant continu font l'objet d'un contrôle par thermographie réalisée par la société TT électric. Le dernier contrôle date du 26 juillet 2023 et indique qu'il n'y a pas d'anomalie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des stocks et plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan général des stockages présentant la localisation des stockages des produits chimiques, huiles minérales, le stockage de bois, le transformateur électrique, la chaufferie. Par ailleurs, l'exploitant a présenté son état des stocks indiquant qu'il dispose au maximum de 400 litres d'huiles et graisse en atelier maintenance, 280 litres dans la zone R2 et 1200 litres de déchets d'huiles et graisses usagées en extérieurs. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.1.3 et 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le prélèvement est relevé quotidiennement si le débit est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. ----- Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il dispose sur site de 3 compteurs d'eau. L'eau est utilisée pour des usages sanitaires, pas pour des usages industriels. Sur la période d'avril à octobre 2023, seuls 90 m ³ d'eau ont été consommés. Le relevé de l'eau est réalisé semestriellement par Véolia. Observation : L'exploitant ne relève pas hebdomadairement sa consommation d'eau, toutefois il n'utilise pas d'eau industrielle. En revanche, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le suivi de la consommation d'eau réalisé par Véolia comprend une alerte en cas de consommation excessive afin de pouvoir identifier d'éventuelle fuite, sinon l'exploitant devra mettre en œuvre le relevé hebdomadaire de sa consommation d'eau. Par courriel du 20 février 2024, l'exploitant a présenté un bon de commande concernant l'installation d'un disconnecteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets atmosphériques – captage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques – captage
Prescription contrôlée : <p>Les machines ou équipements susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais. Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. Les conduits d'évacuation sont entretenus régulièrement, de manière à éviter toute accumulation de poussières.</p> <p>La dilution des effluents est interdite, sauf autorisation explicite de l'inspection des installations classées. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p> <p>Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter celles-ci.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'installation de refendage n'est pas équipée de dispositif de captage des poussières. Lors de la visite du site, l'unité de refendage n'était pas en fonctionnement, mais selon les éléments de l'exploitant cette unité n'est pas de nature à générer des poussières métalliques nécessitant un captage. Par ailleurs, lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de trace de poussières métalliques autour de l'unité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 8.1 et 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
Prescription contrôlée : Article 8.1 L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...] De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. ----- Article 8.4 Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la dernière mesure de bruit sur l'établissement réalisée le 20 octobre 2023 par l'organisme DEKRA. 4 points de contrôle en limite de propriété ont été installés. L'ensemble des mesures montrent des niveaux de bruits inférieurs avec valeurs limites. En journée, la valeur maximale de LAeq est au maximum de 58,5 dB pour une valeur limite de 70 dB. De nuit, la valeur maximale de la LAeq est de 59,5 dB pour une valeur limite de 60 dB.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : En amont de l'inspection, par courriel du 5 février 2024, l'exploitant a transmis la liste des appareils sous pression qu'il a identifié sur son établissement. Il a identifié 6 réservoirs dont il est propriétaire et une citerne GPL en location. Le tableau réalisé par l'exploitant présente une colonne pour le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Lors de l'inspection, il manque les dates des prochaines inspections périodiques et requalification périodique. Par ailleurs, pour le nouveau réservoir de 900 l, l'exploitant avait indiqué un mauvais délai de 1er contrôle (indiqué à 4 ans, contre 3 ans pour une première inspection périodique d'un réservoir sans déclaration de mise en service). Par courriel du 20 février 2024, l'exploitant a transmis son tableau « planning des interventions du plan de maintenance » corrigé indiquant les dates des prochains contrôles de ses équipements sous pression (inspection et requalification). Mais cette liste n'inclut pas tous les équipements sous pression du site, elle ne liste pas le déshuileur par exemple. Par ailleurs, lors de la visite du site, il a été identifié deux équipements non suivis dans le local chaufferie. Les deux ballons d'équilibre du réseau d'eau datés de 2010, d'un volume de 80 litres et avec une pression maximale de service de 6 bar. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017, liste des équipements sous pression n'est pas complète, l'exploitant doit notamment : - mentionner l'ensemble des équipements soumis à contrôles réglementaires sur cette liste ; - mentionner les dates des dernières inspections périodiques et requalification périodique sur cette liste ; - déterminer les dates des prochaines inspections périodiques et requalifications périodiques sur cette liste. Pour rappel, pour les récipients de gaz du groupe 2 qui ne sont pas soumis à déclaration de mise en service : - la 1ère inspection périodique est à réaliser 3 ans après la mise en service puis tous les 4 ans ; - la requalification périodique est à réaliser 10 ans après la mise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du code de l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, les deux équipements retenus pour la vérification des contrôles sont : - le réservoir n°091920 associé au compresseur Almig construit par la société Le réservoir, mis en service le 22 novembre 2010, avec une pression de service de 16 bar et un volume de 45 litres. - le réservoir n°2103488079 (cuve d'air de 900 l) construit par la société SICC TECH srl, mis en service le 12 octobre 2021 avec une pression de service de 11 bar et un volume de 900 litres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Pour le réservoir n°091920 de 45 litres, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière inspection périodique réalisée par la société ASAP. Le rapport est cohérent avec l'équipement présent sur site. Le rapport conclut que l'équipement peut être maintenu en service. Le réservoir de 900 litres n'a pas encore fait l'objet d'inspection périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : La dernière inspection périodique réalisée sur réservoir n° 091920 de 45 litres date du 10 octobre 2019. Toutefois, depuis cette inspection périodique, l'équipement a fait l'objet d'une requalification périodique. La date de la prochaine inspection périodique est au plus tard le 3 février 2025. L'équipement n'est pas en retard de contrôle. Le réservoir de 900 l a été mise en service en octobre 2021. La date de sa première inspection périodique est au plus tard en octobre 2024. L'équipement n'est pas en retard de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Le réservoir n° 091920 de 45 l a fait l'objet d'une requalification périodique par l'organisme habilité ASAP (attestation n°308170). Les informations présentées dans le rapport sont cohérentes avec les informations sur l'équipement. La requalification conclut que l'équipement peut être maintenu en service. Le réservoir de 900 l a été installé en 2021. Il n'a pas encore fait l'objet de requalification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : <p>Le réservoir n° 091920 de 45 litres a fait l'objet d'une requalification périodique en date du 3 février 2021. L'équipement est donc à jour de ses requalifications périodiques.</p> <p>Le réservoir de 900 litres a été mis en service en 2021. Il contient de l'air, sa date de prochaine requalification périodique est en 2031.</p> <p>L'exploitant devra être attentif à ne pas dépasser le délai de 10 ans pour la réalisation des requalifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les plaques des deux équipements étaient présentes et lisibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les équipements étaient en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le réservoir de 900 litres était équipé d'une soupape. La soupape était en hauteur. Il semble que les informations relatives à celle-ci, dont la pression de tarage sont bien indiquées. Mais la position de la soupape et l'obscurité ont fait que l'information n'est pas lisible. En revanche, l'exploitant a montré un certificat de conformité indiqué que le réservoir est équipé d'une soupape avec un tarage à 11 bar. Le réservoir n° 091920 de 45 litres n'est pas équipé de soupape. En revanche, sur le circuit d'air, il est en aval du réservoir de 900 l. La pression de service du réservoir de 900 l et la pression de décharge de sa soupape sont de 11 bar. La pression maximale de service du réservoir de 45 litres est de 16 bar. Le réservoir de 45 litres est donc correctement protégé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".
Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : La plaque de l'équipement n° 091920 de 45 litres est bien marquée avec la date du contrôle au 03/02/2021 et le poinçon tête de cheval.
Type de suites proposées : Sans suite